

Résumé du programme de gauche : union avec les islamistes pour combattre le peuple de France

Ainsi, le 8 décembre 2011, le sénat à voter en faveur du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non communautaires. Le rapporteur en était Madame Esther Benbassa, qui se déclare juive quand cela l'arrange, chargée de recherche à l'école des hautes études en sciences sociales quand cela peut lui servir, déclamant sa naissance à Istanbul lorsque'il en est de son intérêt, se déclarant antisioniste et anti-Israélienne tous les matins, seule qualité qui lui permis d'être en dernière minute, candidate aux élections sénatoriales sur les liste EELV du val-de Marne et ainsi être élue.

Jetons un coup d'œil sur quelques échanges du débat.

M. François Fillon, Premier ministre : *Allons plus loin dans l'absurde. Les étrangers payent à l'État la TVA et, souvent, l'impôt sur le revenu. Faut-il leur donner le droit de vote aux élections législatives pour qu'ils puissent décider de l'usage qui en sera fait ? De proche en proche, avec un tel raisonnement, c'est la citoyenneté française qui disparaîtrait.*

Mme Nicole Borvo (front de gauche) : *Elle a déjà disparu !*

M. François Fillon : *Certains en appellent aux exemples étrangers pour justifier leur proposition. Que nous montrent de telles comparaisons ? Qu'il n'y a pas de modèle unique et que chaque État se détermine en fonction de son histoire...*

M. Roland Courteau (Front de gauche) : *La France est lanterne rouge !*

M. François Fillon : *...Mais surtout de sa propre conception de la citoyenneté, celle qu'il croit la mieux à même de garantir la cohésion nationale ! Les Allemands, les Autrichiens ou les*

Italiens ont fait le même choix que nous. Les Britanniques n'ont ouvert ce droit qu'aux ressortissants du Commonwealth, en raison de leur histoire commune.

Mme Nicole Borvo : (Front de gauche) : *Parce que, nous, nous n'avons pas d'histoire commune avec les autres pays ? C'est incroyable ! Honteux !*

(Applaudissements sur certaines travées du groupe CRC et du groupe socialiste-EELV.)

Mme Éliane Assassi (groupe socialiste-EELV) : *N'en déplaise à certains, nous avons autant de liens, si ce n'est plus, avec nos anciennes colonies qu'avec les pays de l'Union européenne. Je rappelle que la plupart des pays membres de l'Union européenne ont déjà accordé, totalement ou partiellement, le droit de vote à leurs résidents étrangers. La France, comme l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, reste à la traîne sur cette question fondamentale, dont la mise en œuvre apparaît de plus en plus incontournable.*

La population est acquise à ce principe. Les sondages montrent en effet qu'une majorité des personnes interrogées, entre 59 % et 61 % d'entre elles, sont favorables au droit de vote et d'éligibilité des étrangers non communautaires en France. La société française a aujourd'hui l'occasion de franchir une étape importante vers un renforcement de la démocratie et de permettre ainsi au plus grand nombre d'accéder à la citoyenneté.

Certains élus locaux y sont également favorables. J'en veux pour preuve les votations citoyennes organisées par des municipalités un peu partout en France, notamment dans mon département, la Seine-Saint-Denis, et qui ont fait l'objet d'un large débat public. Des milliers de personnes se sont ainsi prononcées majoritairement en faveur de l'octroi du droit de vote aux étrangers non communautaires.

De nombreuses associations et mouvements prônent également depuis de longues années l'égalité des droits en la matière. Malgré toutes ces initiatives, malgré l'évolution positive de la société, le pouvoir en place reste sourd à ce qui constituerait pourtant une réelle avancée en matière de

démocratie et de citoyenneté.

Monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres, une telle reconnaissance serait un signal fort adressé à toute une partie de nos concitoyens qui restent mis à l'écart d'un droit aussi fondamental que celui de voter, fût-ce pour désigner des représentants locaux.

En outre, monsieur le Premier ministre, votre présence vise à adresser un signal à la droite populaire et à lancer un appel du pied à l'attention des électeurs du Front national.

L'ensemble des arguments qui motivent votre refus relèvent avant tout, et au choix, du mensonge, de la mauvaise foi, de la démagogie, voire de la xénophobie. Tout y est !

Et voilà tout est dit en ces quelques échanges.

Le droit de vote définitivement déconnecté de la nationalité, soyons en route vers le progrès puisque d'autres pays plus avancés que la France en matière de démocratie l'ont fait, et les sondages montrent que les Français le souhaitent.



Tout l'arsenal des arguments viciés de la gauche est présent. En réalité nous savons que derrière cette initiative, présentée dans un emballage pseudo généreux est en réalité criminelle, c'est un coup de boutoir supplémentaire contre la France et la République.

Il s'agit de conforter les territoires « allogènes » de la

République afin de peser encore plus sur les craintes des populations françaises, et à court terme de donner des voix aux maires de gauche des villes où prédominent une grande population allogène.

Quand à la gauche, je reprendrais une phrase du dernier livre de Jean-Claude Michéa, le complexe d'Orphée.

« C'est pourquoi il devait inévitablement venir un temps et nous y sommes, de toute évidence, arrivés où derrière la conviction émancipatrice qu'on arrête pas le progrès, il deviendrait de plus en plus difficile d'entendre autre chose que l'idée à présent dominante, selon laquelle on n'arrête pas le capitalisme et la mondialisation. En revanche une fois la gauche définitivement recentrée sur sa seule fonction « avant-gardiste » plus rien n'interdira aux intellectuels et aux artistes qui s'en réclament de se vivre à présent comme les représentants héroïques d'une « minorité éclairée » (ou d'un parti de l'intelligence), œuvrant par définition dans le « sens de l'histoire » (c'est-à-dire dans celui de la mondialisation) et profondément convaincus que les insupportables penchant populistes des classes inférieures cet univers grouillant et nauséabond de beaufs, de groseille et autres bidochon- constitue le seul danger susceptible de menacer les équilibres subtils et délicats de la société ouverte (et par la même occasion, les privilèges si légitimes de cette minorité éclairée). Comme Georges Orwell le constatait déjà en 1937, la plupart des intellectuels de gauche en sont désormais venus à penser que « la révolution n'est pas un mouvement de masse auquel ils souhaiteraient s'associer, mais un ensemble de réformes que nous, les gens intelligents, allons opposer aux classes populaires. »

La messe est dite en 2011 comme en 1937, les artistes du cirque de gauche du Sénat et les « intellectuels organiques » de gauche dans les municipalités ou ailleurs réalisent le vieux rêve de Walter Ulbricht et de la direction du parti communiste allemand de 1932 : union avec les groupes des SA pour combattre les ennemis du peuple. Aujourd'hui c'est union avec les islamistes pour combattre le peuple français.

Michel Ciardi

Jean-Claude Michéa, Le complexe d'Orphée, la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès.

Editions Climats-Paris 2011